

Etat d'avancement du projet – 30 juin 2008

Domaine Prioritaire : REFORME DU SECTEUR DE LA SECURITE			
Entités des Nations Unies chargées de la mise en œuvre : PNUD/BINUB/SSR-SA		Ministère de tutelle : PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	
Titre du projet PBF/BDI/B-3	Appui pour un Service National de Renseignement respectueux de l'état de droit		
Couverture géographique	TOUT LE PAYS		
Budget approuvé	500.000 USD		
Décision de transfert des fonds par NY	01.08.2007		
Date de démarrage	24.10.2007	Date prévue pour la clôture du projet	31.12.2008
Retard éventuel	2 mois	Commentaires sur le retard éventuel	<ul style="list-style-type: none"> • La première activité du projet a connu un grand retard a cause de la difficulté liée au choix des consultants avec l'expertise dans le domaine des renseignements • Le fait que les activités soient liées les unes aux autres fait que le retard sur l'une influe sur les autres..

Réalisations quantitatives par rapport aux objectifs et aux résultats

Résultats attendus	Activités prévues	Réalisations
Résultat 0 : Meilleur cadre de travail et mécanisme de coordination du projet pour une atteinte des résultats escomptés	<ul style="list-style-type: none"> • Acquisition des équipements • Acquisition du matériel roulant 	<ul style="list-style-type: none"> • L'unité de gestion travaille déceimment.
Résultat 1 : Compréhension partagée du rôle et des responsabilités d'un service national de renseignement au service du processus de paix dans le cadre de la démocratisation des institutions.	<p>Mener des réflexions sur :</p> <p>1. les missions et le mandat d'un service de renseignement dans une société démocratique et en particulier dans un pays émergeant de conflit.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Lancement officiel des activités du Projet par le 1^{er} Vice Président de la République et du Représentant Exécutif du Secrétaire Général des Nations Unies au Burundi. ✓ Séminaires de réflexion sur le rôle et les missions du SNR qui a regroupé 72 représentants de la Police Nationale, de la FDN, du Parquet Général de la République, de la Brigade Anti Corruption, de la Société Civile, des médias, des organismes internationaux des droits de l'Homme et du SNR. <p>2. le contrôle parlementaire renforcé du Service National de Renseignement.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Séminaire sur le contrôle parlementaire renforcé qui a regroupé 50 représentants de la commission parlementaire chargée des Corps de Défense et Sécurité, de l'Inspection Général de l'Etat, du Parquet Général de la République, de la Société Civile, des médias, du Barreau de l'ordre des avocats du Burundi et du SNR. ✓ Séminaire de validation par les membres du Gouvernement des recommandations issues des deux premiers séminaires. ✓ Deux débats radios diffusés interactifs sur le rôle et les missions du SNR et le Contrôle parlementaire renforcé. 	<ul style="list-style-type: none"> • Implication des hautes autorités de la république, des parlementaires et engagement du leadership du SNR dans la réalisation des objectifs du projet.
Taux d'exécution budgétaire : 19.70%		

Appréciation qualitative par rapport aux objectifs et aux résultats

L'étude diagnostic des malaises dans la perception des missions du SNR réalisée au cours des trois séminaires de réflexion et des deux débats radio sur le rôle et les missions de cette institution a été conclue par des recommandations que le leadership du SNR s'est engagé à mettre en œuvre en vue de conduire le changement vers un service national de renseignement respectueux de l'Etat de droit..